

Le partage des ressources

Partage international n° 273 - Mai 2011

par Scott Champion

Dans un système économique cohérent, la production et la distribution de la nourriture ne devraient pas être soumises au contrôle des forces du marché, à moins que ce système ne garantisse à chacun un approvisionnement suffisant, indépendamment de ses revenus. Clairement, ce n'est pas le cas aujourd'hui où des millions de personnes meurent de faim chaque année.

Il semble donc illogique d'embrasser une économie de marché dans laquelle le secteur alimentaire est contrôlé par des spéculateurs égoïstes et tout-puissants. Ce sont eux qui, en présence d'un marché tendu, poussent les prix à la hausse en propageant la peur d'une possible pénurie afin d'inciter les consommateurs à stocker. Ils jouent avec le marché pour maximiser leurs profits. Actuellement, on a globalement un excédent de nourriture dans le monde, et personne n'en manquerait si ces « opérateurs » ne spéculaient pas pour faire monter les prix.

Les partisans de l'économie de marché soutiennent que des prix élevés sont utiles pour répartir des produits qui se trouvent en quantité limitée. C'est en partie vrai, mais il ne faut pas passer sous silence les jeux sales dont font l'objet ces ressources limitées. Par ailleurs, la perception de la rareté d'un produit n'est souvent que le résultat d'une manipulation des informations et des marchés – particulièrement les marchés à terme des matières premières et les transactions de gré à gré sur les dérivés – par de grands spéculateurs comme les *hedge funds* et les banques d'investissement internationales. Des pénuries apparentes sont ainsi créées artificiellement par des investisseurs disposant de fonds importants. Il n'est pas rare aujourd'hui qu'un investisseur, ou un groupe d'investisseurs, parviennent à contrôler le cours mondial d'une matière première en faisant main basse sur une bonne partie des stocks immédiatement disponibles dans les entrepôts de New-York, Chicago, ou Londres. Comme l'ont montré Michael Taylor et Pratima Desai dans une dépêche de l'agence Reuters en décembre 2010, la banque d'investissement américaine JP Morgan a récemment

réussi à mettre la main sur 80 à 90 % du cuivre de la Bourse des métaux de Londres. Une fois la ressource retirée du marché, les spéculateurs peuvent en relever le prix à leur guise. Ce jeu se produit beaucoup plus souvent qu'on ne l'imagine, surtout sur les « petits » marchés des matières premières. Mais on peut aussi en voir des exemples sur les très gros marchés comme le pétrole, dont le prix est passé de 50 dollars le baril début 2007 à 150 dollars en juin 2008. Pour obtenir ce résultat, les spéculateurs ont acheté des flottes entières de pétroliers pour les retenir en mer pendant que les prix montaient artificiellement, alors qu'il n'y avait aucune pénurie réelle de pétrole.

Voilà le jeu que pratiquent les grands argentiers sur tous les marchés. Malheureusement, ils jouent aussi avec la nourriture – le besoin le plus fondamental de l'homme.

Ce jeu spéculatif, lorsqu'il est appliqué aux produits alimentaires, a pour conséquence la situation actuelle dans laquelle un milliard d'êtres humains ne savent pas de quoi sera fait leur prochain repas, parce qu'ils ne peuvent payer les prix élevés du marché ou simplement vivent dans un environnement où il n'y a pas de nourriture. Les gouvernements, en voulant protéger l'industrie agroalimentaire par le soutien des prix et le contrôle de l'offre, sont en partie responsables de cette situation. Mais si un tel système continue d'exister, c'est parce qu'une poignée de gens puissants et cupides veulent devenir toujours plus riches, et posséder plus d'argent qu'ils ne pourront jamais en dépenser en de nombreuses vies. Combien de temps le monde va-t-il pouvoir accepter ce jeu indigne, et les millions de vies qu'il prend chaque année ? Quand les miséreux de la Terre, incapables de nourrir leurs familles, vont-ils se réveiller et s'opposer à l'idéologie destructrice des forces du marché, et clamer que la ressource alimentaire appartient à tous ? Avec l'arrivée de Maitreya, ce jour n'est peut-être plus très éloigné.

Si l'humanité acceptait le principe du partage tel que recommandé par Maitreya, l'ensemble de la population mondiale disposerait d'une quantité suffisante de nourriture et d'eau potable.

Alors, on peut imaginer que les peuples, correctement informés, exigeront le changement des structures économiques, afin d'instaurer un minimum d'équité dans la répartition des biens de

première nécessité. Les besoins fondamentaux de l'être humain sont l'eau potable et une nourriture adéquate. Il devrait leur être accordé la plus haute priorité.

Toutes les nations, agissant en collaboration, auront la responsabilité d'assurer un approvisionnement suffisant de nourriture saine pour tous. Même si on ne parvient pas à ce résultat immédiatement, Benjamin Creme a déclaré, sur la base des informations données par son Maître, que cet objectif peut être atteint en environ trois ans après que l'humanité ait accepté le principe du partage, et atteindre un stade où plus personne sur Terre ne souffrira de la faim.

Dans un premier temps, l'élimination complète de la faim ne sera possible que grâce à un important programme global d'aide, allant bien au-delà de tout ce que les hommes ont pu essayer jusqu'ici. Mais, avec le temps, le droit universel à l'accès à la nourriture devra être inscrit dans la loi, dans le cadre d'un consensus mondial sur le partage des ressources et ce, quel que soit le, ou les systèmes économiques adoptés par l'humanité. Puisque rien ne sera imposé par les Maîtres, il appartient à l'humanité de choisir comment partager. Maitreya a proposé, comme système de partage : « *Faites confiance à tous les hommes, et remettez les ressources du monde aux nations du monde.* »

Pour ce qui est de la nourriture, Benjamin Creme préconise que les pays disposant de surplus pourraient alimenter un fonds dans lequel viendraient puiser les pays ne produisant pas assez de nourriture. Les excédents des uns répondraient naturellement aux besoins des autres. On développerait ainsi un système de troc élaboré à l'échelle mondiale pour optimiser la répartition des ressources globales.

Une fois l'approvisionnement en nourriture garanti pour tous, si l'humanité le souhaite, d'autres besoins comme un logement digne, les services médicaux et l'éducation deviendraient un droit pour tous, même les plus pauvres. Comme la plupart des tenants du capitalisme sont aujourd'hui guidés par la cupidité, ces quatre nécessités de base devront probablement être extraites du cadre de l'économie de marché. La transition vers une économie orientée non plus vers le profit mais vers la satisfaction des besoins fondamentaux pouvant prendre des années, il est probable qu'une certaine dose de capitalisme persiste quelques temps, mais les biens et services de première nécessité ne peuvent faire l'objet d'un commerce concurrentiel si l'on veut que chaque être humain en reçoive sa juste part.

Pour comprendre à quel point il est simple de parvenir à cet objectif, au moins dans les pays possédant déjà un bon niveau de vie, il suffit d'observer les modèles de santé déjà implantés dans plusieurs pays où les services médicaux sont accessibles à moindre frais pour les populations, ou sont même gratuits pour les plus pauvres. Le même modèle de financement de la sécurité sociale et des soins de santé par l'impôt pourrait être utilisé pour apporter à tous nourriture, logement et éducation. De nombreux pays commencent à mettre en place un tel système, à une échelle plus ou moins importante. Les pays qui s'en approchent le plus - les pays scandinaves - ont généralement les taux d'imposition les plus élevés, mais l'empressement de leurs citoyens à payer l'impôt est révélateur de leur engagement pour créer une société plus juste.

Il appartiendra à chaque pays de décider de la façon, et de la vitesse avec laquelle il évoluera du mélange capitalisme/socialisme actuel vers un système où la satisfaction des besoins fondamentaux deviendra un droit universel.

Le nouveau socialisme

Le socialisme que nous connaissons est basé sur l'idée que les ressources, les biens et les services appartiennent à tous et sont gérés par diverses formes de propriété collective, ou par le gouvernement représentant la collectivité. Le principe de base du socialisme comme théorie politique, sociale et économique est de créer un système de propriété collective dans lequel personne ne manque de rien. Dans l'ancienne URSS, la mise en pratique de cet idéal a signifié un contrôle total par l'Etat des facteurs et moyens de production. En Chine, même avant la chute de l'URSS, s'est développée une forme plus souple de socialisme, autorisant la propriété partagée (coopératives) parallèlement à la propriété publique par l'Etat.

Le *nouveau socialisme* préserverait l'objectif de justice en plaçant le pouvoir politique entre les mains du peuple. Ce ne serait pas le socialisme ou le communisme d'antan, qui étaient imposés d'en haut - l'Etat détenant à la fois le pouvoir politique, le contrôle des ressources et le capital - mais une approche entièrement nouvelle se prêtant à de nombreuses modalités d'application. Comme le socialisme du passé, il ferait sien l'objectif de donner à chacun au moins le minimum pour avoir une vie digne. Ceci est crucial.

Mais à la différence des vieux modèles communistes et socialistes, le nouveau socialisme ne cherchera pas à supprimer les idées capitalistes sur le plan macro-

économique parce que le capitalisme est porteur de valeurs qui peuvent contribuer positivement à l'économie d'un pays, comme la flexibilité et l'innovation. Le vieux socialisme était rigide, étouffait la liberté d'entreprendre et de créer. Dans l'ancienne URSS, ces inconvénients ont fini par avoir raison du système. Le nouveau socialisme cherchera à s'intégrer dans une économie ouverte, équilibrant l'objectif de justice pour tous, d'une vie matérielle confortable, avec le désir naturel des gens de créer et de s'épanouir.

Le nouveau capitalisme

Avec le temps, au fur et à mesure de l'acceptation des idées de Maitreya sur le sens et le but de la vie, on peut espérer que le *nouveau capitalisme* évoluera pour mettre ses valeurs de créativité et d'énergie au service de l'humanité, en abandonnant son mode de fonctionnement actuel basé sur la compétition à outrance. Aujourd'hui, le capitalisme met l'accent sur le revenu du capital ; il faut maximiser le retour sur investissement. A l'avenir, dans les quelques dizaines d'années qui suivront le Jour de Déclaration, le but de la vie ne sera plus de faire de l'argent, souvent aux dépens de la planète et de ses habitants comme c'est le cas actuellement.

La concurrence que se livrent maintenant les nations, les entreprises et les hommes pour s'appropriier les ressources évoluera à mesure que le monde embrassera de nouveaux modèles économiques basés sur la vie simple et la durabilité de la gestion des ressources. Les capitalistes de demain rendront service à l'humanité en apportant des améliorations à la vie quotidienne et au bien-être de tous. Cette nouvelle orientation vers le service à l'humanité sera la force animant le *nouveau capitalisme* ; elle correspondra à une nouvelle philosophie de la vie. Fini le capitalisme de la cupidité et de la surproduction.

Les nouveaux capitalistes chercheront des réponses à des questions comme : « *Comment améliorer la vie de chacun ? Quels nouveaux processus de fabrication*

inventer afin de libérer les ouvriers de la corvée du travail répétitif ? Comment faire évoluer le travail pour qu'il puisse être partagé par tous ? Comment répartir le travail pour qu'il procure un revenu suffisant et laisse assez de temps pour les loisirs ? »

Le capitalisme et le socialisme ont tous les deux quelque chose à offrir. En prenant le meilleur de chacun d'eux, on pourrait garantir les besoins fondamentaux de l'humanité tout entière en permettant à chacun d'exprimer son individualité et d'explorer toutes les voies qui l'inspirent - dans les affaires, la politique, l'écologie, la musique, les arts, la science, etc. Si le principe du partage n'est pour l'instant encore qu'une utopie, la mise en pratique du partage des ressources globales rendrait possible un tel mode de vie.

Seul un juste partage des ressources libèrera l'humanité du stress que représente la nécessité de lutter en permanence pour assurer la satisfaction de ses besoins fondamentaux. Ce stress empêche l'expression du potentiel inhérent en chaque vie humaine - une vie qui pourrait être vécue dans la spontanéité, la créativité et la sécurité. Nous nous approchons d'un point où nous pourrions envisager un monde sans égoïsme, sans compétition, un monde en paix, où l'homme pourra découvrir sa véritable nature et réaliser ses idéaux les plus élevés, en abattant les murs de la séparation qui ont été érigés entre les hommes et les nations.

1. Lire à ce sujet l'article de Frederic Kaufman intitulé *The Food Bubble : How Wall Street starved millions and got away with it*, Harper'Magazine, July 2010.

2. *Benjamin Creme*, Messages de Maitreya le Christ, Partage Publication

Auteur : Scott Champion, collaborateur de Share International basé à Los Angeles.

Thématiques : [Société](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()